

DETERMINANTS DES INEGALITES SOCIO-ECONOMIQUES : UNE REVUE CRITIQUE

DETERMINANTS OF SOCIO-ECONOMIC INEQUALITY: A CRITICAL REVIEW

Jabrane Amaghous

Professeur universitaire, Cadi Ayyad University, Faculty of Law,
j.amaghous@gmail.com

Abdelhay Habibi

Inspecteur pédagogique, ministère de l'éducation nationale, Maroc.
abdelhay.habibi@edu.uiz.ac.ma

Résumé :

L'inégalité socio-économique est le résultat d'une distribution inéquitable des richesses matérielles et symboliques dans la société. Elle prend des formes différentes, mais généralement renvoie à une vie de privation, de soumission et de manque. Le présent travail compte faire un survol sur la théorie qui s'intéresse à la question des déterminants des inégalités, alimenté par une réflexion méthodique qui s'inspire des différentes lectures et expériences personnelles et collectives. Les causes des inégalités socio-économiques sont incroyablement nombreuses, et chaque facteur renforce et alimente les autres de telle façon à rendre le combat et la lutte contre les inégalités, difficile et très compliqué.

Et nous sommes persuadés, que le monde ne peut pas (ne doit pas) continuer dans cette cadence infernale en termes de création de disparités entre individus et entre nations, car dans le cas contraire l'anarchie et la révolte seront inévitables.

Mots- clés : inégalités – socio-économiques – déterminants – mesure des inégalités.

Abstract:

Socio-economic inequality is the result of an inequitable distribution of material and symbolic wealth in society. It takes different forms, but generally refers to a life of deprivation, submission and lack. The present work aims to provide an overview of the theory that focuses on the issue of the determinants of inequalities, fueled by a methodical reflection inspired by different personal and collective readings and experiences. The causes of socio-economic inequalities are incredibly numerous, and each factor strengthens and feeds others in such a way as to make the fight and the fight against inequalities, difficult and very complicated.

And we are convinced, that the world cannot (must not) continue in this infernal cadence in terms of creating disparities between individuals and between nations, because otherwise anarchy and revolt will be inevitable.

Key words: inequalities – socio-economic – determinants – measurement of inequalities.

Introduction

Définition :

L'inégalité, dans un sens général, est un trait qui marque l'existence de l'humanité depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours. Il y a lieu dans toutes les sociétés de constater plusieurs manifestations de l'inégalité évidente entre les individus et les groupes de personnes. La théorie et les travaux empiriques qui ont traité ce problème parlent généralement des inégalités économiques, sociales, politiques et culturelles. Il est donc légitime d'envisager les inégalités au pluriel étant donné la complexité des relations des humains au sein de la société.

Ainsi, avant d'entamer ce travail de réflexion, il convient de commencer par une analyse étymologique du mot inégalité. Le dictionnaire Larousse précise que le mot « inégalité » signifie : caractère, état de choses ou de personnes inégale entre elles. L'inégalité des salaires, les inégalités sociales.

En étymologie : le mot provient du latin in, privé de, et de "aequalis", de "aequus", uni, juste. Le mot « inégalité » a subi une suite de modifications, qui commencent par inequalite, inequalité, inesgalité, pour devenir « inégalité » à partir du XVIIIème siècle.

Les inégalités sociales désignent les traitements différents qui peuvent avantager une classe sociale, un groupe ou un individu par rapport à d'autres, et mène à l'établissement des hiérarchies sociales (Galland, 2018). Dans ce sens certains régimes politiques sont, par construction, fondés sur l'inégalité (Dubet, 2011). A l'image de l'ancien régime politique du moyen âge fondé sur les trois ordres (noblesse, clergé, tiers état) ou le système de castes¹ en Inde (Duby, 1978).

Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau ou provisoire. Car l'inégalité entre les individus, les sociétés et les groupes caractérise l'existence de l'humanité depuis l'antiquité. C'est un phénomène qui traduit simplement le fait que certaines personnes ou groupes ne sont pas placés dans les mêmes situations en termes de revenus, de patrimoine, de conditions d'accès aux droits sociaux et à la justice de participation à la vie sociale et politique etc.

En fait, le problème de l'inégalité est loin d'être anodin et sans effet, malgré tous les efforts déployés. Toutes les sociétés riches ou pauvres, démocratiques ou autoritaires, présentent toutes des formes d'inégalités économiques, sociales et culturelles, quoiqu'à des proportions différentes. Pourtant, au sein des sociétés démocratiques, la tendance à l'égalisation des conditions de vie était inéluctable, contrairement aux sociétés aristocratiques (De Tocqueville, 1835). Dans ce genre de société (sociétés aristocratiques), la place et la situation de l'individu sont fixées depuis sa naissance et restent pratiquement inchangeables (Bourdieu, 2007). Contrairement aux déclarations du secrétaire général de l'ONU en 2015 : « Le lieu de naissance et de résidence, le sexe et l'appartenance ethnique sont des circonstances qui ne devraient jamais dicter le niveau de revenu ni faire obstacle à la possibilité de suivre un enseignement de qualité. »

Kuznets avance que la phase initiale du développement des économies modernes connaît généralement une accentuation des inégalités. Cette situation paradoxale assimilée à une forme de « malédiction » devrait connaître un état d'apaisement dans les phases postérieures, avec l'instauration des politiques de redistribution initiées par les Etats. Par conséquent, on assiste à l'atténuation des manifestations sociales des inégalités, sans jamais parvenir à les éradiquer (Kuznets, 1955).

Dans ce sens, le rôle d'un Etat démocratique est d'observer toutes les conditions qui permettent à tous les citoyens de vivre dans un environnement propice et convenable. Ainsi, dans la finalité de réduire l'importance des inégalités, la condition sine qua none tient à connaître les déterminants des inégalités et décortiquer leurs origines. C'est un travail qui interpelle généralement les économistes, les universitaires et les chercheurs en sciences sociales.

¹ Les castes sont des divisions des sociétés du sous-continent indien en groupes héréditaires, endogames et hiérarchisés.

Certes, la connaissance des origines et des causes constitue une étape incontournable dans le processus de la réduction des inégalités socio-économiques. Elle permet la conception des politiques sociales et économique, et l'instauration d'une réflexion fructueuse en vue de construire une société dans laquelle tous les individus naissent libres et égaux en droit. C'est une règle imparable. On ne peut jamais guérir une maladie et un traumatisme en s'attaquant aux symptômes. C'est auprès des causes qu'il va falloir chercher et déployer l'effort nécessaire.

Fatalité ou exception ?

En effet, l'inégalité dans son aspect économique a toujours tendance à persister malgré les efforts consentis par les Etats (Porras, 2015). Ce qui nous amène à croire que l'existence des disparités entre individus est une fatalité. De ce fait, l'homme est condamné à subir les effets néfastes de ce problème dans la société au sein de laquelle il mène son train de vie. Et les politiques menées par les Etats demeurent généralement créatrices des inégalités. Et l'individu doit accepter dans la résignation totale son sort et sa situation économique et sociale.

Néanmoins, lorsqu'on se rend compte que la richesse produite par l'humanité dépasse largement les besoins de la population mondiale. Et que les milliards de Dollars dépensés dans l'armement, les loisirs et les fêtes sont suffisamment important pour faire vivre décemment toute la planète. À ce moment-là, force est de réaliser, que l'inégalité entre les individus n'est qu'une exception, un accident qui requiert une volonté réelle pour la réduire à son état le plus faible. Car les inégalités ne sont que des effets de surface résultant de l'action des structures profondes de la société (Bihr, 2008).

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen stipule que : « Les hommes naissent libres et égaux en droit. Pourtant, l'ensemble des sociétés connaissent, de nos jours, des différences liées en général à leur classe sociale, culturelle, à leur niveau d'éducation et à leur genre et couleur, en plus d'appartenance religieuse et apparence physique. Ces différences contribuent pratiquement à l'instauration des disparités et des inégalités économiques. Et c'est lié à la qualité de l'existence et le bien-être de la population en termes de revenus et à l'accès à certains postes de responsabilité et des métiers de haute réputation (Paulo, 2006).

Plusieurs penseurs croient que certaines formes d'inégalités ne présentent point un caractère injuste (Dubet 2015), dans la mesure où, si on force la société à présenter un aspect totalement égalitaire, on finira par démolir toute forme de qualité et de qualification industrielle et de qualité individuelle. Ce point de vue est soutenu par (Tomlin, 2008) en parlant des « inégalités incitatives».

En revanche des penseurs comme Rousseau et Marx se montrent radicalement hostiles aux inégalités sociales et économiques. Ils croient qu'elles résultent d'un dysfonctionnement du rapport

de force au sein de la société, et doit être résorbé et corrigé pour le bien et la pérennité de tout le monde (Rawls, 2009).

Vision théologique et philosophique.

La religion islamique, à l'image des autres religions, traite la question des inégalités comme un sort écrit et prédéfini à l'avance. Le rôle du croyant pieu consiste à accepter les dons de Dieu dans la résignation totale. Toute en sachant que cette approbativité fait partie intégrante d'une pratique solennelle de la religion². Dans ce cadre, la part de l'individu en termes de revenus et de richesse ne dépend pas de son effort et beaucoup moins de la volonté des pouvoirs publics. En effet, la distribution est établie à l'avance, et ce, pour des raisons que le commun des mortels doit consentir sans toutefois chercher à comprendre.

Dans la société tribulaire, l'inégalité n'était pas une préoccupation des hommes. Dans la Grèce antique, par exemple, la société est divisée en 3 groupes sociaux, à savoir les esclaves, les métèques et les citoyens (Fauchard, 1998). Ces derniers possédaient des droits politiques et participaient à la gestion de la société. Ils jouissaient d'une grande oisiveté, car ils n'étaient pas préoccupés par les travaux et la production de la richesse.

Le rapport de la philosophie vis-à-vis des inégalités n'a jamais été tranché et demeure ambiguë : « il faut admettre que dans de nombreuses situations, il ne sera pas possible de dire qu'il y a plus d'inégalité dans la situation A que dans la situation B, il y a même un réel danger de saper la lutte contre l'inégalité par un programme trop ambitieux » (Paul Chemla 2000).

En parlons du système de caste en Inde (Louis Dumont³, 1986) croit que la hiérarchie est « un système social universellement pertinent ». Il précise que les inégalités ne sont pas légitimes que lorsqu'elles sont motivées par des différences de compétences. Platon, quant à lui, croit que « la hiérarchie sociale est naturelle et inéluctable. Et cet ordre offert par le cosmos, cette stratification, vont dans le bien de tout le monde. »

Rousseau, lui, s'impose fermement à ceux qui tentent de légitimer les inégalités (Deprun, 1998). Il affirme que de minimes différences naturelles entre les membres d'un peuple ne peuvent pas justifier les immenses différences de puissance et de richesse. Pour lui les sociétés modernes tendront certainement à l'instauration d'un système égalitaire.

Pour Locke et Montesquieu, « l'inégalité n'est ni l'une des retombées calamiteuses du péché originel (Malebranche) ni celles d'institutions foncièrement viciées (Rousseau, Marx), mais une donnée indissociable de la condition humaine » (Hansen, 2016). Les inégalités sont considérées

² Dieu dit dans le livre sacré « Allah a favorisé les uns d'entre vous par rapport aux autres dans [la répartition] de Ses dons. Ceux qui ont été favorisés ne sont nullement disposés à donner leur portion à ceux qu'ils possèdent de plein droit [esclaves] au point qu'ils y deviennent associés à part égale. Nieront-ils les bienfaits d'Allah ? » (Sourate An-Nahl versets : 71).

³ Louis Dumont était un anthropologue français et spécialiste de l'Inde.

comme invention humaine qui poussent et donnent envie aux autres de fournir plus d'efforts. « L'individu ne travaillera pas s'il ne dispose du fruit de son travail » disait John lock.

Constat.

Aujourd'hui, certes, beaucoup parlent de l'égalité, mais l'aspect marquant de l'existence humaine reste toujours les disparités sociales et économiques.

En somme, on constate que l'inégalité n'est point synonyme de différence qui est acceptable entre les individus. Car il n'existe jamais deux individus qui se ressemblent. Les inégalités font référence aux rapports de force dans la société. Lesdits rapports donnent des avantages sociaux économiques et politiques aux uns, et les refusent aux autres, pour des raisons d'appartenance ethnique, religieuse, sociale et même linguistique. Et cela explique la richesse et la diversité de la production intellectuelle de l'humanité qui tente d'analyser les déterminants des inégalités sociales et économiques, en vue de proposer des solutions pour en atténuer les conséquences.

Dans ce sens, on juge important de présenter un survol plus au moins exhaustif des différents déterminants des inégalités socioéconomiques soulevés par la littérature.

1. Déterminants naturels des inégalités socio-économiques.

1.1. Géographie.

L'analyse des inégalités sociales laisse croire que ses raisons d'être ne sont que d'origine culturelle, religieuse ou politique. Au fait, la nature, parfois, joue un rôle significatif dans l'instauration des inégalités. Il est très facile de démontrer que les inégalités ont une dimension environnementale, et que les politiques écologiques créent des inégalités sociales (Larrère, 2017). Il s'agit d'inégalité face à l'exposition aux problèmes et aux risques que présente l'environnement, qui se traduisent réellement en inégalités sociales et économiques. Il faut dire que l'environnement impacte, d'une façon inéquitable, les hommes et les femmes partout dans le monde (Villalba et Zaccai, 2007).

Certes, la planète présente des différenciations géographiques qui varient en termes d'altitude, à l'exemple des chaînes montagneuses et des régions planaires, et celles dominées par le désert. Chaque forme géographique présente des opportunités et des risques. Et les hommes qui vivent dans des régions planaires, profitent des richesses en abondance que permettent les terres fertiles. Alors que dans des régions reculées comme les villages de l'atlas par exemple, les gens vivent dans la carence et l'insuffisance absolue imposées par l'aridité de la région.

Par conséquent, on peut déduire que la géographie contribue significativement à la création des inégalités et l'approfondissement des écarts entre les personnes et les groupes sociaux. A Taфраout au Sud du Maroc, les femmes consacrent l'essentiel de leur temps à la recherche de l'eau et du

bois, et ce, dans une zone montagneuse difficilement accessible. C'est ainsi que la nature s'associe aux facteurs économique et politique et autres pour compliquer davantage la vie des gens, tout en les empêchant de s'intéresser aux facteurs susceptibles d'améliorer leur situation, comme l'éducation et la santé.

1.2. Climat, pollution et réchauffement climatique.

Le climat aussi est, depuis toujours, un facteur qui impactent la vie des individus en tous lieux sur la planète. Et l'homme, en général, entretient des relations étroites avec le climat (Deldrève, Candau, 2014). Car il adapte son comportement, son mode de vie et son activité et comportement en fonction de la température et le taux des précipitations qui règnent dans son espace géographique. Les Touaregs, par exemple, et les habitants de Paris ne vivent pas dans les mêmes conditions de vie, et ne profitent pas de manière équitable des richesses offertes par la nature. Il faut signaler à cet égard que nous parlons ici des conditions dans l'état normales de l'atmosphère. Car le climat subit des dégradations incroyables depuis un certain moment, et l'empreinte humaine sur l'environnement commence à se faire sentir considérablement ces dernières années. Le paradoxe, c'est que ceux qui dégradent davantage la nature sont souvent à l'abri des risques environnementaux (Larrère, 2017). Et cette situation impose des inégalités qui induisent directement des injustices sociales et économiques. Il faut remarquer que les retombées néfastes du réchauffement climatique ne sont pas réparties d'une manière équitable. Car ce sont les pauvres, qui vivent dans la précarité, qui subissent d'emblée les conséquences. Et « 97% des morts et des victimes dû à des désastres naturels, en particulier climatiques, se situent dans les pays en développement » (Larrère, 2017). Ce qui donne une légitimité aux termes d'inégalités écologiques. Comme bien même l'occident s'engage depuis quatre siècles à polluer la nature avec l'utilisation du charbon et des énergies fossiles, il s'avère que ce sont les pays du tiers-monde qui subissent les effets néfastes d'une industrialisation effrénée, sans point profiter du développement technique et scientifique réalisé. La pollution selon l'OMS tue 17 millions de personnes par an. Et ces décès prématurés sont issus de la population la plus vulnérable (environnement et inégalités sociales, 2015).

1.3. Biologie.

La maladie, elle aussi, ne choisit pas ses victimes de manière juste et équitable. Les habitants de l'Afrique et de l'Amérique du Sud sont les plus confrontés à la vulnérabilité, aux vices et aux virus les plus dangereux, à l'image de VIH et Ebola. Selon l'OMS 25,7 millions, ou plus de 2/3 des personnes vivant avec le VIH se trouvent dans la région africaine (statistiques de novembre 2020).

L'Afrique souffre d'une multitude de maladies comme le paludisme, le sida et la tuberculose. Ces maladies entraînent des conditions sanitaires fragiles, ce qui force la population à vivre dans la pauvreté et le manque. Ces traumatismes font des ravages auprès des adultes, qui transmettent à leur tour des virus et des caractères génétiques faibles à leur progéniture, exactement comme ils transmettent la précarité, la pauvreté et l'endettement.

2. Déterminants culturels des inégalités socio-économiques.

2.1. Religion.

Si la nature, contribue efficacement à la création et au renforcement des inégalités socio-économiques, l'homme, via sa culture ses convictions et ses perceptions, permet l'apparition et la normalisation de ces inégalités depuis toujours. Ces disparités passent généralement pour être naturelles, sous l'effet et l'œuvre de l'habitude (Durkheim, 1966). L'appartenance à une religion et non à une autre dans un endroit donné vous donne certains privilèges, sinon peut vous exclure et vous empêcher de jouir d'un certain nombre d'attributions sociales et économiques.

Concernant la religion comme déterminant des inégalités, on donne l'exemple des juifs d'origines marocaines qui vivaient pendant des siècles au sud du Maroc (Ifrane et Targhijt). Les témoignages de nos parents nous informent sur la situation sociale et économique de ce groupe religieux, qui faisait à l'époque partie intégrante du tissu démographique marocain depuis plus de 2000 ans. Les juifs n'avaient pas le droit de pratiquer tous les métiers, et leurs activités sont minutieusement sélectives, pour le simple fait et seul motif qu'ils sont juifs (Serfaty, 2004). Ils pratiquent des activités économiques que les musulmans considèrent déshonorantes, à l'exemple de la fabrication et le rafistolage des coussins des bêtes de somme. Ils n'avaient même pas le droit d'entrer et visiter les demeures des musulmans.

On avait aussi l'occasion de voir quelques actes des transactions établies entre les juifs et les musulmans. Les actes d'achat et de vente contiennent toujours l'expression suivante « le juif, invoquons dieu qu'il soit maudit ». C'est une véritable discrimination basée sur l'appartenance confessionnelle, réelle ou supposée (Amiriaux, 2004).

Les musulmans, eux aussi, subissent pratiquement le même sort en Israël, et partout dans le monde. Cela est dit, la religion dans son état absolu est une source de création des inégalités socio-économiques. Il faut rappeler qu'en occident on peut facilement vous priver d'accéder à une école ou université, parce que vous portez un symbole faisant référence à vos croyances religieuses. Dans un sens inverse, une femme sans voile et systématiquement mal vu dans les pays musulmans et peut être victime de toute sorte d'harcèlements physiques et verbaux (Tasini, 2014).

2.2. Ethnie...

Un autre indicateur beaucoup plus récent peut être d'une signification importante. Au début de la pandémie, beaucoup d'acteurs politiques ont tendance à qualifier coronavirus de « virus chinois ». Ce qui rappelle la manière dont les corps racialisés ont été historiquement représentés comme des corps pathogènes (Magali, 2020). Pour dire que la pandémie actuelle montre clairement l'influence de la discrimination ethnique quant à la création des inégalités socio-économiques.

En plus, la décision d'embauche est généralement prise en fonction de l'appartenance à une catégorie sociale ou une autre. « S'il leur est difficile d'évaluer les véritables aptitudes d'une personne et la qualité de son éducation les employeurs peuvent fonder leurs décisions sur la race, l'ethnie ou le genre » (Stiglitz, 2012). Dans ce passage, Stiglitz n'est pas en train de défendre ces pratiques abominables. Mais il décrit un environnement économique hostile qui favorise des inégalités fondées sur des critères autres que la compétence et la qualification. Ils ne sont pas nombreux les colloques et les débats qui abordent à fond, les pratiques qui consistent à prendre en compte les appartenances ethniques et raciales dans l'accès aux emplois au sein de la société occidentale. Et surtout dans la société française, où l'ethnie participe à la dynamique des inégalités sociales (Safi, 2013).

L'ethnicité, comme la race, fait référence à des principes de catégorisation des individus et des groupes sociaux. Elle conduit à la désignation des sous-populations au sein de la même nation. Il faut remarquer l'existence d'une relation réciproque. Autrement, plus que les conditions sociales et économiques se dégradent plus les interactions se resserrent entre les individus qui se ressemblent du point de vue ethnique (Dudel, 2014).

2.3. Race...

Aux Etats-Unis par exemple, les afro-américains sont publiquement désignés comme catégorie sociale (groupe ethnique : c'est-à-dire des personnes qui ont un descendant ramené par force de l'Afrique). Bien que Barack Obama, l'ex-président, fait partie de cette catégorie, les individus qui appartiennent aussi à cette catégorie sont contraints de vivre ensemble afin de faire face aux hostilités et aux dangers que présente la société américaine. Surtout, les blancs qui se considèrent comme le groupe (la race) qui doit jouir de plus d'avantages et de privilèges (Rosalind et Gillies, 2020).

2.4. Tribu ?

On finira par le caractère d'appartenance tribale qui, lui aussi, renforce le sentiment d'inégalité. Au sud du Maroc, par exemple, l'appartenance à une tribu connue est un facteur qui peut parfois ouvrir les portes de la richesse et de plusieurs attributs économiques (Pascon, 2013).

3. Déterminants sociaux des inégalités socio-économiques.

3.1. Genre.

La complexité et la diversité des sociétés donnent énormément de chance à l'éruption des inégalités de toutes les couleurs dans le monde moderne. Malgré les réalisations en termes de droits et d'égalité, surtout entre les hommes et les femmes, les disparités entre eux, en fonction des salaires et des revenus et l'aboutissement au poste de responsabilité, persistent avec beaucoup de consistance (Persson et Wadensjö, 2000). On va se contenter dans cette analyse de citer deux aspects pertinents : L'accès à l'emploi et l'égalité espérée en termes de revenus.

En moyenne, les femmes gagnent 23 % de moins que les hommes (selon les chiffres de INSEE 2017) dans les mêmes conditions de travail, et pour des personnes qui travaillent à temps plein toute l'année. C'est une différence qui revient en grande partie au genre et au fait qu'elles sont femmes plus exactement et pas des hommes. Et non pas à la qualité de la production et à la compétence. L'écart des salaires entre les hommes et les femmes résiste à toute tentative de réglementation, et devient plus frappant en haut d'échelle des salaires.

Au Maroc, la différence entre les femmes et les hommes est de 14,3 % au profit de la gent masculine selon HCP. Ce qui signifie que les disparités en termes de rémunération entre hommes et femmes sont présentes partout dans le monde.

À propos des taux d'activité, on constate qu'au Maroc par exemple, selon (HCP 2019), le taux d'activité des femmes s'établit à 21,3 % contre 71% pour les hommes. Il s'agit ici d'un écart incroyable et susceptible de mettre la majorité des femmes dans la précarité, la nécessité et le besoin. C'est un facteur qui met la femme dans une position de soumission et de perte d'autonomie. Ce qui renforcera bien évidemment les inégalités socio-économiques entre les hommes et les femmes.

Bien qu'en baisse depuis quelques années, tiré par des revendications des organisations et des mouvements féministes, la tendance des inégalités salariales à la baisse reste trompeuse, et cette discrimination demeure jusqu'à aujourd'hui, rigide à la diminution (économie.ma, Mohamed Doudich). Cela explique l'importance du discours porté par les décideurs politiques partout dans le monde. Ce qui nous ramène à comprendre que l'ampleur du fossé des inégalités entre femmes et hommes est bien loin d'être comblé malgré les bonnes intentions (Combet et Oesch 2019).

3.2. Chef de famille.

Le genre du chef de famille et son niveau d'instruction sont deux variables qui peuvent induire un ménage dans la pauvreté et souffrir ainsi des inégalités de tous genres (Le Bourdais et Rose, 2016). Lors des manifestations des gilets jaunes en France, il s'est avéré que la majorité des chefs de famille participant aux manifestations appartiennent à la gent féminine. On peut donc croire qu'au moment où une famille est dotée d'un chef femme, le risque de vivre dans la précarité devient plus important.

Des études ont montré que le taux des familles qui ont un chef femme chez les pauvres, et significativement plus grand que chez les familles riches (Neyrand et Rossi 2007). En plus, dans les banlieues des grandes villes, la plupart des familles sont gérées par des femmes. La question banale qui se pose : Est-ce que le ménage devient pauvre car le chef est une femme ? ou bien c'est la pauvreté du ménage qui induit le fait que la famille soit gérée par une femme ? La corrélation existe et elle est palpable, mais une relation de cause à effet doit certainement être démontrée (Le Bourdais, Marcil-Gratton, Rivest 2005).

Depuis les années 60 en France les jeunes veuves (célibataires et divorcées) militent en faveur d'une meilleure reconnaissance de leur situation familiale et de leurs droits (Fiona Friedli 2017). Et quand le problème prend des dimensions culturelles comme c'est le cas au Maroc, les problèmes des inégalités sociales se multiplient davantage. En Afrique subsaharienne être chef de famille femme signifie plus de responsabilités et de problèmes en raison d'une sorte de transgression des normes culturelles et religieuses. Et quand la femme acquiert ce statut ce n'est pas par volonté, mais cela devient une contrainte sérieuse. Ce qui pose énormément de difficultés (FAO 1999). Bref, une femme célibataire, divorcée ou veuve est mal vue et demeure un sujet précaire attirant plus d'harcèlement et d'oppression.

La femme chef de famille n'est pas un phénomène exceptionnel. C'est un fait qui concerne presque un tiers des ménages du globe terrestre (Marisa, 1980). Dans ce sens il y a un constat général qui stipule que les ménages qui sont particulièrement affectés par la pauvreté monétaire et humaine sont plus nombreux parmi les familles pauvres gérées par des femmes (CDSR, 2002).

Une étude menée par (KAROOUZ, 1998) a montré que 53,1 % de familles biparentales disposent d'une suffisance de revenu qui varie entre moyen et supérieur. Contre 26,6% seulement de familles monoparentales. Cette étude montre que le risque de vivre dans la pauvreté est liée significativement à la composition de la famille. Il faut dire aussi que le chef de famille et son niveau de scolarité est une variable importante qui affecte la position sociale et économique d'un ménage (Ekstrom, 1986). Ainsi les élèves qui décrochent ou qui subissent une déperdition scolaire proviennent généralement des familles pour lesquelles le chef est moins scolarisé, et plus

particulièrement, les disparités entre les garçons et les filles en matière de scolarisation sont très importantes (Le Blanc ,1993).

3.3. Urbain/ rural.

La concentration massive des ressources économiques dans les grandes villes devient une menace sérieuse qui multiplie les inégalités entre les zones urbaines et les zones rurales. Ses inégalités viennent s'ajouter aux traditionnelles disparités qui concernent les services sanitaires et éducatifs, mais aussi à l'enrichissement spectaculaire permis par les grandes agglomérations de certaines catégories socio-professionnelles. Et l'environnement propice et favorable, qui fut le capital majeur de la compagne, semble subir des dégradations qui rendent la vie insupportable (Poulizac 2014).

4. Déterminants économiques des inégalités socio-économiques.

4.1. Économie (doctrines).

Adam Smith (1776) contribuait à identifier la source majeure des inégalités entre les individus, en focalisant sur ce que les économistes appelaient la redistribution. C'est à dire la répartition fonctionnelle du revenu (Valenduc, 1991).

Les classiques (Smith, Ricardo, Say, Malthus, Marx) divisaient le monde économique entre trois grandes classes, à savoir les travailleurs, les capitalistes et est propriétaires de terrain. Exactement comme les féodaux. Cette division classique crée des inégalités catégorielles. Et ses catégories ne font pas référence à la religion ni à l'ethnie et beaucoup moins à la race.

On voit très bien que Smith accepte les lois de la nature et fait référence à la répartition fonctionnelle des revenus. Et dans ce sens, il critique le fait que les lois des hommes empêchent celles de la nature de fonctionner amplement.

Malthus et Ricardo s'intéressaient au principe de la répartition fonctionnelle des revenus. Les deux étaient convaincus qu'on ne doit pas aider les pauvres, car, pour eux, les inégalités font partie intégrante des lois de la nature. Marx aussi croyait que le capitalisme engendrerait plus de pauvreté et d'exclusion sociale. Pour lui la doctrine capitaliste est substantiellement créatrice des inégalités. Il croit que la solution réside dans la démolition de l'édifice capitaliste.

Schumpeter croyait que trop se soucier des inégalités devient une véritable source de danger. Il rejette fermement la chimère de l'égalité des chances. Il argumente sa thèse en expliquant que les inégalités étaient non seulement acceptables mais parfois même essentielles. Et la destruction

créatrice, très cher à Schumpeter, peut devenir elle-même une source intarissable des inégalités socio-économiques (Notter, 2020).

Kuznets, pour qui la notion des inégalités est greffée sur le nom, n'était pas concerné en réalité par les conséquences et les solutions des inégalités. Son souci majeur se résume à la compréhension des forces derrière le changement des inégalités au cours du processus de développement des nations (Dostaler, 2007). Il croit que les villes sont inégalitaires de fait et de nature. Car on y trouve des balayeurs et des banquiers. Et c'est alors qu'au fur et à mesure que les villes se développent les inégalités croissent. D'où l'importance du revenu comme indicateur économique qui influence sérieusement les inégalités à la fois observées et ressenties.

Ainsi, l'exploit économique est toujours mesuré par le revenu. On parle du revenu interne et du revenu par habitant. C'est la métrique la plus courante. Le revenu de l'individu provient de la distribution ou de la redistribution. Et il est calculé est soumis à l'impôt qui revient à l'Etat. Et quand on sait que la taxe est la principale source étatique, les autorités doivent avoir une idée très claire sur ce que les citoyens gagnent (Valenduc, 1980).

En réalité, les déclarations du revenu entreprises par les contribuables ne sont pas forcément le meilleur moyen d'avoir une vision fiable sur la richesse des individus, et qui permet en fait de connaître l'ampleur des différences et des inégalités entre les citoyens. Car l'existence des revenus et richesses non déclarés est une hypothèse difficile à écarter. Force est de constater que la propriété des biens et terrains ayant une valeur importante est concentrée entre les mains d'un groupe restreint de personnes. Cela donne une idée sur l'existence et la pérennité des inégalités dans le système capitaliste. Et ce genre d'inégalité se prolonge pour atteindre une dimension internationale, et instaurer des disparités entre nations (Galbraith, 2009).

4.2. Mode de fonctionnement de l'économie moderne...

Le mode de fonctionnement de l'économie moderne, comme déterminant des inégalités, est facilement admissible. Il y a lieu d'observer que l'augmentation de la concurrence, poussée par le souci de la maximisation des profits, implique directement la minimisation des coûts engendrés par les firmes. Et comme tous les économistes attribuent la rationalisation des facteurs de production à la diminution des salaires et des prestations sociales, les dirigeants se sentent obligés d'entamer une course effrénée à la recherche d'une main d'œuvre bon marché (Guillotin et Trannoy, 1999).

C'est dans ce schéma que le néolibéralisme, qui impose vulgairement la réduction des prestations sociales, devient dans les pays ravagés par la pauvreté un synonyme d'impérialisme. Il faut

rappeler qu'au cours des trois dernières décennies les inégalités socio-économiques ont augmentés partout dans le monde (Galbraith 2009).

Un rapport de l'US ECONOMIC POLICY INSTITUTE indique que le libre-échange en Amérique du Nord a entraîné des gains colossaux pour 1% de la population au détriment des pauvres. « Les Canadiens à modeste revenu s'en tirent moins bien qu'avant la mise en place du libre-échange » disait Bruce Campbell directeur du centre canadien de politique alternative. Cette libération des marchés a entraîné une détérioration des conditions de vie des travailleurs à cause d'une concurrence mondiale sur le marché du travail (Giraud, 1994). Ainsi le bas salaire et la misère sont devenus de véritables avantages comparatifs qui permettent considérablement d'attirer les IDE. Les FMN n'hésitent pas à exprimer leur volonté de délocalisation une fois que les Etats essaient d'imposer des conditions favorables aux salariés. Elles menacent de quitter le territoire. Et c'est même devenu une stratégie gagnante qui sert à obtenir plus de concessions et de privilèges.

Les Etats n'hésitent pas à baisser les charges consacrées aux services publics comme la santé et l'éducation. Et cela dans une guerre contre le déficit et l'augmentation des dettes internes et externes (Caron et Bouvier et Girault, 1982). Et pour résorber la situation les autorités réduisent les fonds alloués aux services sociaux, ce qui pousse la majorité des citoyens à payer l'éducation de leurs enfants et les services de santé et d'hospitalisation qui sont en fait gratuits, et considérés comme un droit inaliénable. Et aujourd'hui, les citoyens sont obligés d'allouer une grande partie de leur revenu à l'enseignement et à la santé, ce qui concourt à dénigrer remarquablement leur pouvoir d'achat.

Il faut dire que les Etats contemporains sont entre l'enclume des manifestations de la population, à l'image des gilets jaunes en France et le Hirak du Rif Au Maroc, et le marteau des institutions monétaires mondiales, qui n'ont en effet qu'une seule injonction : l'austérité, dont la finalité est de rétablir les équilibres, et cela entraîne sévèrement l'aggravation des inégalités partout dans le monde.

4.3. Fiscalité...

Les politiques fiscales contribuent à la détérioration de la situation de la population (Hassenteufel et Saurugger, 2021). Car ils sont devenus un élément central de la politique publique et économique. Et chaque changement des taux affecte directement l'ensemble des acteurs économiques, et plus spécialement les couches pauvres.

La hausse des inégalités est un fait bien visible depuis longtemps. Et c'est généralement la classe moyenne qui perd du terrain. Et le mode de distribution en vigueur a profité substantiellement aux riches qui deviennent de plus en plus fortunés. C'est un résultat issu du principe fondamental de

l'égalité entre la rémunération des facteurs de production et leur production marginale. Et quand l'Etat tente d'intervenir c'est via des procédés extra-économiques ce qui entraîne plus de problèmes et plus d'inégalités (Francesco Saraceno, 2014).

4.4. L'Etat...

Pour (John Maynard Keynes, 1936) l'investissement public entraîne significativement une augmentation du revenu distribué. Ainsi le revenu perçu augmente et le chômage baisse, et cela entraîne une diminution tangible des inégalités, surtout surtout celles liées au revenu. Malheureusement la politique budgétaire est largement critiquée par les libéraux comme Hayek, surtout après la crise de 1973. Il suggère vivement un retour aux sources. C'est à dire un désengagement de l'Etat de la sphère économique avec ce qu'on appelle l'état minimal où gendarme. Il préconise aussi l'assouplissement des engagements sociaux. Dans la finalité de résorber les équilibres. Depuis 2008 jusqu'à 2019, ce sont les plus faibles qui subissent l'impact de ces mesures sévères, sous forme d'une dégradation de leur niveau de vie. Et les experts du Fonds monétaire international (Agence France-Presse) ont estimé que les politiques d'austérité, mises en œuvre sous la pression du fonds monétaire lui-même, contribuent à creuser des inégalités socio-économiques.

La concentration des ressources dans les mains d'une mince partie de la population constituent une menace réelle pour le système économique et politique mondial. Et la politique ultra-libérale mise en œuvre depuis les années quatre-vingt recommandée par les néo-libéraux et imposée par le duo Reagan⁴ aux Etats-Unis, et Thatcher⁵ au Royaume-Uni, a donné le feu vert aux entreprises de licencier à leur guise sans aucun engagement. En plus de baisser leurs engagements sociaux. Ces mesures insupportables sont pratiquement à l'origine de la crise de l'année 2008, et leur mérite majeur consiste à enrichir davantage les riches et creuser profondément le fossé entre les pauvres et les privilégiés. Ces mesures sévères ont accéléré l'effritement de la classe moyenne qui n'existe plus, dans la mesure où elle se dégringole pour alimenter et élargir la classe des pauvres (Gracos, 2020).

⁴ Ronald Reagan né le 6 février 1911 à Tampico et mort le 5 juin 2004 à Los Angeles, est un acteur et homme d'État américain. Il est le 40^e président des États-Unis, en fonction du 20 janvier 1981 au 20 janvier 1989.

⁵ Margaret Thatcher, née le 13 octobre 1925 à Grantham et morte le 8 avril 2013 à Londres, est une femme d'État britannique Première femme élue (1979), puis réélue à la tête du gouvernement britannique (1983, 1987).

5. Les déterminants politiques des inégalités socio-économiques.

5.1. Institutions.

Jean-Jacques Rousseau (1755) a lié la montée des inégalités à la création du droit de la propriété. Il croit que dans la forêt la différence entre les individus se limite aux caractères physiques et corporels. C'est ainsi que l'accès à la propriété est un indicateur institutionnel qui donne la naissance et la pérennité aux inégalités dans une société quelconque. Ces inégalités touchent tous les âges, toutes les générations et toutes les catégories sociales. On parle ici des mesures institutionnelles, à l'image de l'accès au logement où l'exploitation de l'espace public... Un grand nombre de personnes profitent des droits et de licences d'exploiter les richesses maritimes où minières, d'autres bénéficient du droit exclusif d'importer des voitures et des biens de forte consommation, comme le carburant (Boughzala et El Lahga et Bouassida, 2020). Dans ce sens, les agréments de transport octroient le droit exclusif à des personnes, abstraction faite de leur compétence, de travailler dans le domaine de transport au détriment des autres qui peuvent être beaucoup plus compétents. En somme, les mesures institutionnelles peuvent être un obstacle qui tarde la prospérité de la nation et une source des inégalités socio-économiques paradoxalement créées et justifiées par la loi.

5.2. Conflits.

Les conflits sont aussi des déterminants à prendre en considération à chaque fois qu'on étudie la question des problèmes économiques. Les conflits internes prennent généralement la forme des guerres civiles. Ils sont toujours corrélés à des inégalités socio-économiques et liés à des problèmes et à des crimes contre l'humanité. La Syrie, la Libye, le Soudan et l'Irak sont des exemples flagrants dans ce domaine, et incarnent clairement cette liaison. Mais dans ce cas : Quelle est la variable expliquée et la variable explicative ? Certes, les inégalités peuvent mener vers des conflits internes et même externe, dans le cas d'exportation des problèmes intérieurs. Mais aussi les conflits contribuent à l'aggravation de situation humanitaire et sociale. L'exemple du Maroc et de l'Algérie montre explicitement que les conflits latents peuvent provoquer des inégalités et des pertes en termes de croissance pour les deux protagonistes. Car les habitants des villes frontière des deux côtés sont impactés significativement et sérieusement par la durabilité de ce conflit entre les deux Etats.

6. Mesurer les inégalités socio-économiques

La richesse mondiale ne cesse d'augmenter à des taux intéressants depuis plus de 100 ans. En revanche les inégalités socioéconomiques entre les gens persistent et continuent de se creuser. Autrement, les pauvres subissent plus de pauvreté, alors que les riches s'enrichissent davantage. La croissance économique dans ce sens est une condition nécessaire mais insuffisante. Donc, il est impératif de mesurer l'ampleur des inégalités comme étape nécessaire, en vue de proposer des solutions à ce fléau qui continue à ravager l'existence humaine. Plusieurs méthodes permettent de calculer les inégalités économiques et sociales, on peut citer les suivantes :

6.1. Courbe de Lorentz

La courbe de Lorentz montre la répartition des revenus en fonction des tranches de la population. La bissectrice correspond à ce que serait une répartition égalitaire. Plus la courbe est éloignée de la diagonale plus l'inégalité constatée des revenus est avérée.

6.2. Indice de Gini

C'est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée. C'est un nombre compris entre zéro et un. La valeur 0 correspond à une égalité parfaite et 1 à une inégalité totale. Le coefficient de Gini ne permet pas de tenir compte de la répartition des revenus. Il ne fait pas de différence entre les inégalités entre les bas revenus et les hauts revenus. Il est plus sensible aux classes moyennes.

6.3. Indice d'Atkinson

L'indice d'Atkinson est un indice de mesure de l'inégalité des revenus basée sur la théorie économique, considérant un revenu y^* qui satisfait toute la population et une fonction d'utilité sociale α considérant deux individus avec deux revenus y_1 et y_2 .

Remarques :

On utilise l'indice d'Atkinson pour la comparaison des différents pays. Les plus égalitaires ont un coefficient égal à 0,2 comme le Danemark, La Suède et le Japon. Les pays les plus inégalitaires ont un coefficient égal à 0,6, comme le Brésil le Guatemala et le Honduras.

La Chine est considérée comme le pays le plus inégalitaire avec un coefficient de 0,61. L'indice d'Atkinson, détecte une différence entre la répartition des revenus dans le bas d'échelle par rapport à celles figurant dans le haut d'échelle.

6.4. Courbe de Kuznets

La courbe de Kuznets représente la croissance économique et le développement d'un pays et les inégalités économiques qu'il présente. Elle représente la croissance économique d'un pays en fonction de son niveau de développement supposé croissant.

Dans un premier stade de développement l'investissement se concentrent dans les secteurs des infrastructures et dans le capital naturel. Les inégalités encouragent la croissance en partageant les ressources en faveur de ceux qui épargnent et investissent le plus. Ce phénomène économique est appelé malédiction de Kuznets

À l'inverse, dans les économies plus avancées, l'accroissement du capital humain prend la place de l'accroissement du capital physique comme source de croissance, et les inégalités se réduisent petit à petit.

Kuznets établit le ratio suivant : Le rapport des 20 % les plus riches sur les 20 % les plus pauvres. Il prend la valeur 1 qui signifierait une égalité parfaite.

Kuznets propose deux raisons pour expliquer ce phénomène :

- Les travailleurs se sont déplacés de l'agriculture vers l'industrie.
- Les travailleurs ruraux sont devenus urbains.

Selon ces deux explications, les inégalités décroissent après que 50% de la main d'œuvre a été employé dans des secteurs à plus haut revenu.

On peut toujours croire que l'accroissement dans le temps des inégalités d'un pays est un phénomène naturel qui se résout de lui-même avec le temps et de façon endogène. Or le français Piketty (1971) montre que la réduction des inégalités n'est pas associée mécaniquement à la croissance du PIB par habitant, elle est surtout liée à des événements inattendus affectant le capital comme la guerre, l'inflation et les catastrophes naturelles. Mais aussi par l'impôt sur le revenu.

7. Réflexions et commentaires.

Bien que De Tocqueville dans son ouvrage parle de « développement graduel de l'égalité des conditions », l'inégalité semble l'aspect dominant sur la scène internationale. L'état actuel du monde laisse croire que le monde n'a jamais été aussi inégalitaire. La covid-19 a sérieusement contribué à l'intensification des différences de niveau de vie entre les individus et les nations. De Tocqueville incombe généralement la responsabilité à l'individu. C'est lui qui doit défendre la liberté et se défendre contre toute exploitation. La démocratie contemporaine insiste sur le rôle des institutions qui présentent malheureusement des caractères et des circonstances qui peuvent aller à l'encontre de l'intérêt individuel (Hurtado,2010).

Les inégalités sociales et économiques présentent des influences considérables sur la démocratie. Et l'égalité risque de devenir une chimère si on ne prend pas les précautions nécessaires. C'est une équation délicate, dans le sens où si la démocratie ne mène pas vers l'éradication des problèmes socio-économiques elle devient en contrepartie une cible vulnérable des manifestations et des meutes qui peuvent mener vers la destruction du système tout entier.

L'importance et la gravité du phénomène poussent les acteurs publics et les chercheurs dans le domaine social et économique, à tenter de mesurer les inégalités, ce qui a donné la place à l'émergence d'une large littérature faisant recours à des études empiriques qui mettent en exergue les déterminants des inégalités socio-économiques.

Tout au long de cette modeste analyse, on a pris le soin de citer les différents déterminants qui affectent et donnent naissance aux inégalités socio-économiques au sein de la société. Les inégalités tiennent aux circonstances dans lesquelles les individus grandissent, vivent, travaillent et vieillissent ainsi qu'aux systèmes de soins qui leur sont offerts, et la qualité de l'éducation mise à leur disposition.

L'environnement peut agir selon deux modalités. Le climat et les différences géographiques. Ces deux facteurs peuvent agir en synergie, et nuire aux conditions de vie des citoyens. Autrement la nature contribue à installer des différences entre les individus. Et la société transforme ces différences en inégalités qui deviennent une source de malaise et de préoccupation majeur.

Les inégalités en termes d'accès à l'emploi ont une grande importance. Elles sont parfois conditionnées par des facteurs du genre et d'âge. Il faut signaler que le taux d'activité des femmes est largement inférieur à celui des hommes.

Nous avons recensé des facteurs socioculturels à l'image des valeurs et normes sociales. Ainsi que la cultures et l'appartenance ethnique et même linguistique. Et nous avons précisé que ces facteurs œuvrent en synergie pour compliquer la vie des gens et rendre leur environnement hostile et riche en termes d'inégalités socio-économiques.

Il appartient à tout un chacun, dans un premier temps de comprendre et braquer les lumières sur la misère de la plupart de la population mondiale. Et de se rendre compte que l'essentiel des déterminants qui imposent une certaine disparité entre les individus n'est malheureusement qu'une œuvre humaine et donc « facile » à déraciner. Ensuite la place est pour la créativité des chercheurs et les actions des âmes charitables pour combattre toutes les formes d'exclusion et d'inégalités, et proposer des solutions susceptibles d'atténuer les souffrances des personnes en détresse et en difficulté.

Bibliographies:

- ABDELBAKI, H. (2012). An Analysis of Income Inequality and Education Inequality in Bahrain, *Modern Economy*, Vol. 3 No. 5, pp. 675-685.
- ADANDJESSO, K. (2019). Compte rendu de [Les inégalités environnementales, Catherine Larrère ,(2017), Presses universitaires de France] *Études internationales*, 50(1), pp.165–167.
- AMIRAUX, V. (2004). Pourquoi parler de discrimination religieuse : Réflexion à partir de la situation des musulmans en France. *Confluences Méditerranée*, vol 48, pp. 61-70.
- AUGAGNEUR, F. et FAGNANI, J. (2015). Environnement et inégalités sociales, La documentation Française, doc en poche regard d'expert.
- BERTHE, A. (2015). Analyse économique des inégalités environnementales : Fondements normatifs, mesures et application au contexte brésilien, *Economies et finances*. Université de Bordeaux.
- BIHR, A. et PFEFFERKORN, R. (2008). Le système des inégalités, La Découverte, coll., « Repères».
- BOUGHZALA, M. et al. (2020). « Les inégalités en Tunisie », Mongi Boughzala éd., Agence française de développement, pp. 1-79.
- BOURDIEU, P. (2007). La misère du monde, Paris, Seuil, coll. « Points essais ».
- BUGEJA, F. (2011). Les inégalités d'accès à la propriété et leurs déterminants institutionnels : Étude comparative entre la France et le Royaume-Uni (1980-2005). *Revue française de sociologie*, 52, 37-69.
- CARON, F. et al. (1982). Livre II - L'État et le capitalisme. Nouvelles structures. Nouveaux problèmes. 1949-années 1970. Dans : Fernand Braudel éd., *Histoire économique et sociale de la France* (4): L'ère industrielle et la société d'aujourd'hui (1880-1980) : 1950 à nos jours (pp. 1009-1435).
- CAVERO, T. (2020). Analyse des inégalités multidimensionnelles en Afrique de l'Ouest et stratégie de réduction des inégalités, DEVCO, AFD, AECID et Oxfam, *Dialogues de politiques publiques* n°7.
- CNESCO. (2016). Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités sociales et migratoires ? Rapport scientifique. <http://www.cnesco.fr/fr/inegalites-sociales/>.
- COMBET, B. OESCH, D. (2015). L'inégalité salariale entre hommes et femmes commence bien avant la fondation d'une famille, *Social Change in Switzerland* N° 18.
- CROSEMARIE, P. (2015). Inégalités environnementales et sociales identifier les urgences, créer des dynamiques, les éditions des journaux officiels, paris.

- DAO, H. et GODBOUT, L. (2014). Le rôle de la fiscalité dans la réduction des inégalités : doit-on se soucier de la structure fiscale servant à prélever les recettes ? *L'Actualité économique*, 90(4), pp. 303–327.
- DEATON, A. (2011). Mesurer le développement : autres données, autres conclusions ?. *Revue d'économie du développement*, 19, pp. 13-59.
- DELDREVE, V. & CANDAU, J. (2014). Produire des inégalités environnementales justes ?. *Sociologie*, 5, pp. 255-269.
- DE TOCQUEVILLE A. (1835). *De la démocratie en Amérique*.
- DIDIER, É. (2009). Face à la violence des inégalités, quelle éthique théologique ?. *Revue d'éthique et de théologie morale*, 254, pp. 97-126.
- DIENG, A. M. (2017). Les performances scolaires en Afrique australe et orientale : disparités régionales et facteurs déterminants. *Economies et finances*. Université de Toulon.
- DOSTALER, G. (2007). Simon Kuznets, mesurer et expliquer la richesse des nations. *Alternatives Économiques*, 255, pp. 82-82.
- DUBEL, F. (2014). *La préférence pour l'inégalité comprendre la crise des solidarités*, Edition du seuil, France.
- DUBET, F. (2011). « Régimes d'inégalité et injustices sociales », *SociologieS* [En ligne], Débats, consulté le 18 juillet 2021.
- DURAND, M. et JAGLIN, S. (2012). Inégalités environnementales et écologiques : Quelles applications dans les territoires et les services urbains ? *Flux - Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires*, Metropolis / Université Paris-Est Marne la Vallée.
- DUBY, G. (1978). *Les Trois Ordres ou L'imaginaire du féodalisme*, Paris, Gallimard, France.
- DUCHENE, S. L. (1982). Économie parallèle et inégalités, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N° 13-3, pp. 49-72.
- DURKHEIM, E. (1966). *Les formes élémentaires de la vie religieuse - Le système totémique en Australie*. 4^{ème} édition, presse universitaire de France.
- DUTREVIS, M. et CNESCO.(2016). *Les inégalités sociales et ethniques à l'école : le rôle des stéréotypes*. Paris : Conseil national d'évaluation du système scolaire.
- EUGENIA, M. et DE COSIO, Z. (2011). *Démographie, pauvreté et inégalités*. Institut des Amériques. Les enjeux du développement en Amérique latine. Dynamiques socioéconomiques et politiques publiques, Agence Française de développement, pp.83-110.
- FERRAGINA, E. (2013). The socio-economic determinants of social capital and the mediating effect of history: Making Democracy Work revisited. *International Journal of Comparative Sociology*, SAGE Publications, 54 (1), pp.48-73.

- FOUCHARD, A. (1998). Aristocratie et démocratie : idéologies et sociétés en Grèce ancienne, Université de Franche-Comté, Besançon : Presses Universitaires Franc-Comtoises.
- FRIEDLI, F. (2016). Redéfinir la famille pour en faire partie. Les mobilisations des “Femmes Chefs de famille” (France, 1963-1982), [En ligne], mis en ligne le 16 février 2017.
- GRACOS, I. (2020). Concertation interprofessionnelle et fonctions collectives de l’État sous tension, Dans Courrier hebdomadaire du CRISP 2020/28-29 (n° 2473-2474), pages 7 à 84.
- HANSEN-LØVE, L. (2016). Les inégalités, hier et aujourd’hui : Anthropologie et philosophie. *Après-demain*, 38, NF, 4-7.
- HASSENTEUFEL, P. & SAURUGGER, S. (2021). Les Politiques publiques dans la crise : 2008 et ses suites. Paris : Presses de Sciences Po.
- HURTADO, J. (2010). L’inégalité au temps de l’égalité : démocratie, industrialisation et paupérisme chez Alexis de Tocqueville. *Cahiers d’économie Politique*, 59, 89-117.
- JUBY, H. and al. (2007). Pauvreté des familles monoparentales et parcours professionnel des mères après la rupture, *Recherches sociographiques*, Canada, Volume 46, Numéro 2, pp. 217–243.
- KAIROUZ, S. & DEMERS, A. (2003). Inégalités socioéconomiques et bien-être psychologique : une analyse secondaire de l’Enquête sociale et de santé de 1998. *Sociologie et sociétés*, vol 35(1), pp.185–202.
- LE BOURDAIS, C. & ROSE, D. (1986). Les familles monoparentales et la pauvreté. *International Review of Community Development / Revue internationale d’action communautaire*, (16), pp. 181–189.
- MAGALI, B. (2020). Mortalité par Covid-19 : Inégalités ethno-raciales aux États-Unis. De facto, Dossier : Inégalités ethno-raciales et pandémie de coronavirus.
- MARISA, F. (1980). Le rôle socio-économique des femmes chefs de famille à Arembepe, village de pêcheurs sur la côte Nord de l’État de Bahia (Brésil), In : *Tiers-Monde*, tome 21, n°84, pp. 871-891.
- NEYRAND, G. et ROSSI, P. (2007). Monoparentalité précaire et femme sujet. Toulouse, France: Érès.
- NOTTER, J. (2020). L’inégalité est-elle injuste ? Les riches, les pauvres, l’incitation au travail et l’envie. *Les ateliers de l’éthique / The Ethics Forum*, 15(1-2), PP. 134–162.
- PASCON, P. (2013). Segmentation et stratification dans la société rurale marocaine, *SociologieS* [Online], Discoveries/rediscovers, connection on 18 July 2021.
- PATRICK, T.(2008). Envy, Facts and Justice: A Critique of the Treatment of Envy in Justice as Fairness, *Res Publica*, pp. 101-116.

- POLYA, G.(1999). Inequalities. Cambridge Mathematical Library, Cambridge University Press.
- POULIZAC, M. (2014). Le nouvel âge des inégalités. Informations sociales, 185, pp. 34-41.
- Prélôt, P.-H. (1999). Les religions et l'égalité en droit français. Les Cahiers de droit, 40(4), pp. 849–886.
- RAHEJA, G. G. (1989). A South Indian Subcaste: Social Organization and Religion of the Pramalai Kallar, Edited by Michael Moffatt. French Studies in South Asian Culture and Society, no. 1. Delhi: Oxford University Press,
- RAWLS, J. (2009). Théorie de la justice, Traduit par Catherine Audard, Paris, Seuil.
- ROUSSEAU, J. J. (1998). Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes. Notes et commentaires de Jean-François Braunstein. Préface de Jean Deprun. Avec la collaboration de Christine Thubert, (Coll. « Les Intégrales de Philo »).
- ROUSSEAU, J. J. (1762). Du contrat social, Notes et commentaires de Jean-François Braunstein. Avec la collaboration de Christine Thubert [compte-rendu], Paris : Nathan, DL 2009.
- SAFI, M. (2013). Les inégalités ethno racial, paris, la découverte.
- SARACENO, F. (2014). L'impact économique des fortes inégalités : problèmes et solutions, Revue de l'OFCE, vol 134, n 3, pp. 187-200.
- SOW F. (1995). Femmes rurales chefs de famille en Afrique subsaharienne, Université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal).
- SEBAG-SERFATY, N. (2004). Histoire et identité des Juifs du Maroc : "des siècles d'altérité paradoxale". In: Horizons Maghrébins - Le droit à la mémoire, N°50, pp. 43-54.
- STIGLITZ, J. (2012). Le prix de l'inégalité, Les liens qui libèrent, France.
- TASINI, D. (2014). Le voile des femmes arabes, point de division entre espace public et religiosité, Philonsorbonne, DOSSIER : "L'ESPACE PUBLIC", pp. 189-199.
- VALENDUC, C. (1991). Distribution et redistribution des revenus dans les années 80. Courrier hebdomadaire du CRISP, 1320, 1-41.
- VILLALBA, B. et ZACCAÏ, E. (2007). Inégalités écologiques, inégalités sociales : interfaces, interactions, discontinuités ? , Développement durable et territoires [En ligne], Dossier 9, mis en ligne le 02 septembre 2007, consulté le 18 juillet 2021.
- VILLENEUVE, P. Y. (1977). Disparités sociales et disparités régionales : l'exemple du Québec. Cahiers de géographie du Québec, 21(52), 19–32.